

Tunis, Tunisie, 22 novembre (Infosplusgabon) - Plus de 670.000 fonctionnaires tunisiens projettent d'entamer une grève de zèle sur toute l'étendue du territoire, jeudi, touchant tous les ministères et l'administration centrale et régionale, à l'exception des urgences dans les hôpitaux publics et les services de transport, afin de revendiquer l'application d'un accord signé avec le gouvernement pour l'augmentation des salaires des fonctionnaires.

La grève concerne aussi l'ensemble des structures de l'éducation dans leurs différents niveaux : primaire, moyen, secondaire et de l'enseignement supérieur ainsi que toutes les entreprises sous la tutelle de la Fonction publique.

Selon l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), la grève est le résultat du refus du gouvernement d'appliquer l'accord signé en faveur des travailleurs des secteurs public et privé, sous le prétexte que ce refus est consécutif aux exigences du Fonds monétaire international (FMI) qui demande le gel des salaires.

Le Secrétaire général de l'UGTT, Nouredine Tabboubi, a indiqué que la grève générale dans la fonction publique sera suivie d'autres actions pour satisfaire la demande sociale liée à

l'augmentation des salaires des fonctionnaires.

Il a démenti les accusations portées contre l'UGTT par des tendances politiques précises qui tentent de diaboliser la centrale syndicale à travers les réseaux sociaux, insistant que l'UGTT mène un combat national pour assurer l'indépendance décisionnelle nationale.

Il a ajouté que les combattants de l'UGTT vont poursuivre la défense du secteur public et feront face aux intentions du gouvernement de vendre plusieurs entreprises publiques, affirmant, à cet égard, que le gouvernement porte tout seul la responsabilité de la dégradation de la situation économique et sociale du pays.

Il a insisté sur la nécessité d'appliquer la justice fiscale avant de demander aux salariés de consentir des sacrifices, ajoutant qu'il est illogique que les salariés payent seuls la mauvaise gestion des finances publiques, alors que les trafiquants et les travailleurs de l'informel ne payent pas leurs parts des ressources fiscales de l'Etat.

De son côté, le parti des travailleurs a appelé, dans un communiqué, mardi, ses partisans à se joindre à ceux du front populaire pour participer activement, aux côtés des travailleurs de Tunisie et ses fonctionnaires, à la grève afin d'en faire un succès pour "la défense de la dignité des travailleurs, les droits du peuple et la souveraineté nationale".

Le parti des travailleurs a condamné la politique du gouvernement, soutenu par les partis libéraux, pour appliquer la volonté des fonds de "pillage et de l'appauvrissement", affirmant que "ces fonds ont mis la main sur notre pays, le transformant en un pays colonisé qui n'a ni décision ni souveraineté".

Pour sa part, le député du front populaire, Mongi Rahoui, a déploré la demande du Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, de renvoyer la séance parlementaire consacrée au débat sur le projet de budget et la loi de finances 2019, estimant que cela constitue "une fuite de responsabilité et un recul devant la demande des travailleurs et des fonctionnaires pour l'amélioration de leurs salaires".

Pour lui, "la demande de M. Chahed est un comportement irresponsable", soulignant que "le chef du gouvernement a fui devant la réalité".

De son côté, l'Ordre national des avocats de Tunisie a renouvelé, dans un communiqué ce mercredi, son appel "à un dialogue national pour trouver des solutions adaptées pour sortir de la crise actuelle dans le pays".

"Le pourrissement du climat politique, la croissance des tiraillements entre partis politiques sans exception et la négligence des préoccupations du peuple et des catégories laborieuses, ont

accentué la crise et contribué à sa persistance", a ajouté l'Ordre.

Il a mis en garde contre la gravité de la situation économique et sociale qui se manifeste par l'augmentation du niveau de l'endettement public et l'inflation, sans compter le déficit de la balance commerciale et la forte chute du dinar.

L'ordre national des avocats de Tunisie a appelé le gouvernement "à traiter positivement les doléances des classes faibles et à rechercher des solutions sérieuses sans prendre en considération les décisions étrangères qui lui font perdre sa souveraineté".

Dans le même registre, le directeur de l'Institut tunisien des études stratégiques, Naji Jaloul, a affirmé ce mercredi que l'Institut a enregistré des indices graves sur la chute du pouvoir d'achat depuis 2014, atteignant 40%, mettant en garde contre un soulèvement populaire.

Selon lui, la classe moyenne souffre désormais de la cherté de l'habitation et des services et l'augmentation des prix, sans compter le niveau d'inflation et la dégradation de la valeur du dinar tunisien.

FIN/INFOSPLUSGABON/POL/GABON2018

© Copyright Infosplusgabon